

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 1986

[C - 22622]

**25 JUIN 1997. — Loi modifiant la loi du 11 avril 1995
visant à instituer la charte de l'assuré social (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la charte de l'assuré social, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 1^o, *b*) est remplacé par la disposition suivante :

« *b*) l'ensemble des branches visées sous le a), dont l'application est étendue aux personnes occupées dans le secteur public, et les branches du secteur public qui remplissent une fonction équivalente aux branches visées sous le a); »;

B) le 2^o, *a*) est remplacé par la disposition suivante :

« *a*) les ministères, les institutions publiques de sécurité sociale ainsi que tout organisme, autorité ou toute personne morale de droit public qui accorde des prestations de sécurité sociale; »;

C) au 2^o, *b*) les mots « et les offices de tarification des associations de pharmaciens » sont insérés entre les mots « les secrétariats sociaux d'employeurs » et « agréés pour collaborer à l'application de la sécurité sociale »;

D) le 2^o est complété par un littéra *d*), libellé comme suit :

d) les personnes chargées par les institutions de sécurité sociale visées aux a), *b*) et *c*) de tenir à jour un répertoire particulier des personnes visé à l'article 6, alinéa 2, 2^o, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale »;

E) le 7^o est remplacé par la disposition suivante :

« 7^o « assurés sociaux » : les personnes physiques qui ont droit à des prestations sociales, qui y prétendent ou qui peuvent y prétendre, leurs représentants légaux et leurs mandataires; »;

F) l'alinéa est complété comme suit :

« 8^o « décision » : l'acte juridique unilatéral de portée individuelle émanant d'une institution de sécurité sociale et qui a pour but de produire des effets juridiques à l'égard d'un ou de plusieurs assurés sociaux. »

Art. 3. A l'article 2, alinéa 2, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 7^o est remplacé par la disposition suivante :

« 7^o « assurés sociaux »; »

B) l'alinéa est complété comme suit :

« 8^o « décision ». ».

(1) *Session ordinaire 1996-1997.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 907/1, amendements n°s 907/12 à 907/4, rapport fait au nom de la Commission des affaires sociales n° 907/5, texte adapté par la Commission n° 907/6, amendements présentés après dépôt du rapport n° 907/7, texte adapté en séance plénière et transmis au Sénat n° 907/8.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 29 et 30 avril 1997.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants n° 620/1, projet non évoqué par le Sénat n° 620/2.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 1986

[C - 22622]

**25 JUNI 1997. — Wet tot wijziging van de wet van 11 april 1995
tot invoering van een handvest van de sociaal verzekerde (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bepaald in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2, eerste lid, van de wet van 11 april 1995 tot invoering van een handvest van de sociaal verzekerde worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het 1^o, *b*) wordt vervangen door de volgende bepaling :

« *b*) alle regelingen bedoeld onder *a*) waarvan de toepassing is uitgebreid tot de personen tewerkgesteld in de openbare sector, en de regelingen van de openbare sector die een gelijkwaardige functie vervullen als de regelingen bedoeld onder *a*); »;

B) het 2^o, *a*) wordt vervangen door de volgende bepaling :

« *a*) de ministeries, de openbare instellingen van sociale zekerheid alsook elke instelling, overheid of elke rechtspersoon van publiek recht die prestaties van de sociale zekerheid toekent; »;

C) in 2^o, *b*) worden tussen de woorden « de sociale secretariaten voor werkgevers » en « , die erkend zijn om mee te werken » de woorden « en de tarifieringsdiensten van de apothekersverenigingen » ingevoegd;

D) in 2^o wordt een onderdeel *d*) toegevoegd, luidend als volgt :

« *d*) de personen die door de in *a*), *b*) en *c*) bedoelde instellingen van sociale zekerheid worden belast met het bijhouden van een bijzonder repertorium van de personen bedoeld in artikel 6, tweede lid, 2^o, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid »;

E) het 7^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 7^o « sociaal verzekerden » : de natuurlijke personen die recht hebben op sociale prestaties, er aanspraak op maken of er aanspraak op kunnen maken, hun wettelijke vertegenwoordigers en hun gemachtigden; »;

F) het lid wordt aangevuld als volgt :

« 8^o « beslissing » : de eenzijdige rechtshandeling met individuele strekking die uitgaat van een instelling van sociale zekerheid en die beoogt rechtsgevolgen te hebben voor één of meer sociaal verzekerden. »

Art. 3. In artikel 2, tweede lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het 7^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 7^o « sociaal verzekerden »; »

B) het lid wordt aangevuld als volgt :

« 8^o « beslissing ». ».

(1) *Gewone zitting 1996-1997.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp nr. 907/1, amendementen nrs. 907/2 tot 907/4, verslag namens de Commissie voor de sociale zaken nr. 907/5, tekst aangenomen door de Commissie nr. 907/6, amendementen voorgesteld na indiening van het verslag nr. 907/7, tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat nr. 907/8.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 29 en 30 april 1997.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers nr 620/1, ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat nr 620/2.

Art. 4. L'intitulé néerlandais du Chapitre II de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Verplichtingen van de instellingen van sociale zekerheid ».

Art. 5. A l'article 3 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° la première phrase de l'alinéa 1^{er} est remplacée par la disposition suivante :

« Les institutions de sécurité sociale sont tenues de fournir à l'assuré social qui en fait la demande écrite, toute information utile concernant ses droits et obligations et de communiquer d'initiative à l'assuré social tout complément d'information nécessaire à l'examen de sa demande ou au maintien de ses droits, sans préjudice des dispositions de l'article 7. »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Elle doit être précise et complète afin de permettre à l'assuré social concerné d'exercer tous ses droits et obligations. »;

3° les mots « trente jours ouvrables » et « trente jours » sont remplacés par les mots « quarante-cinq jours ».

Art. 6. A l'article 4, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « toute personne » sont remplacés par les mots « tout assuré social ».

Art. 7. A l'article 5 de la même loi, les mots « l'institution compétente » sont remplacés par les mots « l'institution de sécurité sociale compétente ».

Art. 8. L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. — Les institutions de sécurité sociale doivent utiliser, dans leurs rapports avec l'assuré social, quelle qu'en soit la forme, un langage compréhensible pour le public. »

Art. 9. L'article 8 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. — Les prestations sociales sont octroyées soit d'office chaque fois que cela est matériellement possible, soit sur demande écrite.

Le Roi détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par « matériellement possible ». ».

Art. 10. A l'article 9 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires particulières, la demande signée par l'intéressé est introduite auprès de l'institution de sécurité sociale ayant pour mission de l'instruire. »;

2° l'alinéa 2 est complété comme suit :

« Le Roi peut fixer des modalités complémentaires ou déterminer les cas dans lesquels l'accusé de réception ne doit pas être délivré. »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « l'institution compétente » sont remplacés par les mots « l'institution de sécurité sociale compétente »;

4° l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi détermine quelle demande, introduite en vue de l'obtention d'un avantage ressortissant à un régime de sécurité sociale, vaut demande d'obtention du même avantage à charge d'un autre régime. Il détermine aussi ce qu'il y a lieu d'entendre par « régime de sécurité sociale ». »

Art. 11. A l'article 10 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice d'un délai plus court prévu par des dispositions légales ou réglementaires particulières et sans préjudice de la loi du 25 juillet 1994 modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés en vue d'accélérer l'examen des dossiers, l'institution de sécurité sociale statue au plus tard dans les quatre mois de la réception de la demande ou du fait donnant lieu à l'examen d'office visés à l'article 8. »;

Art. 4. Het Nederlandse opschrift van Hoofdstuk II van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Verplichtingen van de instellingen van sociale zekerheid ».

Art. 5. In artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste zin van het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De instellingen van sociale zekerheid zijn verplicht aan de sociaal verzekerde die daar schriftelijk om verzoekt, alle dienstige inlichtingen betreffende zijn rechten en verplichtingen te verstrekken en uit eigen beweging de sociaal verzekerde alle bijkomende informatie te verschaffen die nodig is voor de behandeling van zijn verzoek of het behoud van zijn rechten, onverminderd het bepaalde in artikel 7. »;

2° het derde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Deze inlichting moet nauwkeurig en compleet zijn om de betrokken sociaal verzekerde toe te laten al zijn rechten en verplichtingen uit te oefenen. »;

3° de woorden « dertig werkdagen » en « dertig dagen » worden vervangen door de woorden « vijfenveertig dagen ».

Art. 6. In artikel 4 van dezelfde wet wordt het woord « ieder » vervangen door de woorden « ieder sociaal verzekerde ».

Art. 7. In artikel 5 van de dezelfde wet worden de woorden « bevoegde instelling » vervangen door de woorden « bevoegde instelling van sociale zekerheid ».

Art. 8. Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6.— De instellingen van sociale zekerheid moeten zich in hun betrekkingen met de sociaal verzekerde, in welke vorm deze ook plaatsvinden, in een voor het publiek begrijpelijke taal uitdrukken. »

Art. 9. Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8.— De sociale prestaties worden toegekend, hetzij ambtshalve telkens wanneer dit materieel mogelijk is, hetzij op schriftelijk verzoek.

De Koning bepaalt wat onder « materieel mogelijk » moet worden verstaan. ».

Art. 10. In artikel 9 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Onverminderd specifieke wettelijke of reglementaire bepalingen, wordt het verzoek ondertekend door de betrokkene ingediend bij de instelling van sociale zekerheid die tot taak heeft het te onderzoeken. »;

2° het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

« De Koning kan bijkomende modaliteiten vaststellen of bepalen in welke gevallen geen ontvangstbewijs moet worden afgegeven. »;

3° in het derde lid worden de woorden « bevoegde instelling » vervangen door de woorden « bevoegde instelling van sociale zekerheid »;

4° het vijfde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning bepaalt welk verzoek ingediend met het oog op het verkrijgen van een voordeel dat onder een stelsel van sociale zekerheid ressorteert, geldt als een verzoek tot het verkrijgen van hetzelfde voordeel ten laste van een ander stelsel. Hij, stelt eveneens vast wat onder « stelsel van sociale zekerheid » moet worden verstaan. »

Art. 11. In artikel 10 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Onverminderd de in specifieke wettelijke of reglementaire bepalingen vastgestelde kortere termijnen en onverminderd de wet van 25 juli 1994 tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten met het oog op een snellere afwerking van de dossiers, beslist de instelling van sociale zekerheid binnen vier maanden na de ontvangst van het verzoek of na het feit dat aanleiding geeft tot het ambtshalve onderzoek die in artikel 8 zijn beoogd. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Si le délai est de quatre mois et l'institution ne peut prendre de décision dans ce délai, elle en informe le demandeur en lui faisant connaître les raisons. »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « institution sociale » sont remplacés par les mots « institution de sécurité sociale »;

4° dans l'alinéa 4, les mots « cent quatre-vingts jours ouvrables » sont remplacés par les mots « huit mois »;

5° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Les délais de quatre ou huit mois sont suspendus tant que l'intéressé ou une institution étrangère n'ont pas fourni complètement à l'institution de sécurité sociale les renseignements demandés, nécessaires pour prendre la décision.

Les dispositions des alinéas 2 et 3 ne prolongent pas les délais de quatre ou huit mois précités.

Le Roi détermine les régimes de sécurité sociale ou les subdivisions de ceux-ci pour lesquels une décision relative aux mêmes droits, prise suite à un examen de la légalité des prestations payées, n'est pas considérée comme une décision pour l'application de l'alinéa 1^{er}. »

Art. 12. Dans l'article 11, de la même loi, l'alinéa suivant est inséré avant l'alinéa premier :

« L'institution de sécurité sociale qui doit examiner une demande recueille d'initiative toutes les informations faisant défaut en vue de pouvoir apprécier les droits de l'assuré social. ».

Art. 13. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 11bis. — Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis du Conseil national du travail, accorder une dérogation aux dispositions des articles 10, 11 et 12 pour les procédures en vigueur dans certains secteurs de la sécurité sociale qui offrent au moins les mêmes garanties pour l'assuré social. ».

Art. 14. L'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. — Sans préjudice d'un délai plus court prévu par des dispositions légales ou réglementaires particulières et sans préjudice de la loi du 25 juillet 1994 modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés en vue d'accélérer l'examen des dossiers, il est procédé au paiement des prestations au plus tard dans les quatre mois de la notification de la décision d'octroi et au plus tôt à partir de la date à laquelle les conditions de paiement sont remplies.

Dans les cas où une réglementation prévoit que les prestations octroyées ne sont payées qu'annuellement, ces paiements sont censés correspondre aux conditions fixées à l'alinéa précédent, pour autant qu'ils soient effectués dans le courant de l'année concernée ou au plus tard fin février de l'année suivante.

Si le paiement n'est pas effectué dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er} ou dans le courant de l'année comme prévu à l'alinéa 2, et sans préjudice des droits du demandeur de saisir les juridictions compétentes, l'institution de sécurité sociale chargée du paiement des prestations en informe le demandeur, en indiquant les motifs du retard.

Aussi longtemps que le paiement n'a pas été effectué, le demandeur est informé tous les quatre mois des motifs du retard.

Le Roi peut porter temporairement le délai de quatre mois, prévu à l'alinéa premier, à huit mois au plus. »

Art. 15. A l'article 13 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « aux articles 11 et 12 » sont remplacés par les mots « aux articles 10 et 11 »;

2° l'article est complété par un alinéa 2, libellé comme suit :

« Sans préjudice de l'obligation éventuelle d'informer l'assuré social d'une décision motivée dans un langage compréhensible pour le public, le Roi peut déterminer dans quelles conditions, des catégories de décisions prises par ou avec l'aide de programmes informatiques, en l'absence d'acte, peuvent être considérées comme étant explicitement motivées de manière interne. »

2° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Indien de termijn vier maanden is en de instelling binnen die termijn geen beslissing kan nemen deelt ze dit aan de verzoeker mede, met vermelding van de redenen. »;

3° in het derde lid werden de woorden « sociale instelling » vervangen door de woorden « instelling van sociale zekerheid »;

4° in het vierde lid worden de woorden « honderdtachtig werkdagen » vervangen door de woorden « acht maanden »;

5° het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

« De termijnen van vier of acht maanden worden geschorst zolang de betrokkene of een buitenlandse instelling geen volledig gevolg hebben gegeven aan door de instelling van sociale zekerheid gevraagde inlichtingen die noodzakelijk zijn voor het nemen van een beslissing.

De bepalingen van het tweede en derde lid verlengen de bovenvermelde termijn van vier of acht maanden niet.

De Koning bepaalt voor welke regelingen van sociale zekerheid of gedeelten daarvan, een beslissing over dezelfde rechten genomen ingevolge een onderzoek op de wettelijkheid van de uitbetaalde prestaties niet als een beslissing wordt beschouwd voor de toepassing van het eerste lid. »

Art. 12. In artikel 11 van dezelfde wet wordt voor het eerste lid het volgende lid ingevoegd :

« De instelling van sociale zekerheid die een verzoek moet behandelen, verzamelt uit eigen beweging alle ontbrekende inlichtingen om de rechten van de sociaal verzekerde te kunnen beoordelen. ».

Art. 13. Een artikel 11bis wordt in dezelfde wet ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11bis.—De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Nationale Arbeidsraad, afwijking verlenen van de bepalingen van de artikelen 10, 11 en 12 indien de in bepaalde takken van de sociale zekerheid geldende procedures ten minste gelijkwaardige waarborgen bieden voor de sociaal verzekerde. ».

Art. 14. Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 12.—Onverminderd de in specifieke wettelijke of reglementaire bepalingen vastgestelde kortere termijnen en onverminderd de wet van 25 juli 1994 tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten met het oog op een snellere afwerking van de dossiers, worden de prestaties uitgekeerd uiterlijk binnen vier maanden na de kennisgeving van de beslissing tot toekenning en ten vroegste vanaf de dag waarop de uitbetalingsvoorwaarden vervuld zijn.

In de gevallen waarin een regeling bepaalt dat de toegekende prestatie slechts éénmaal per jaar wordt uitbetaald, wordt deze betaling geacht gedaan te zijn in overeenstemming met het voorgaand lid, zo ze werd verricht in de loop van het jaar waarop ze betrekking heeft of ten laatste eind februari van het daaropvolgende jaar.

Geschiedt de betaling niet binnen de termijn bepaalde in het eerste lid of in de loop van het jaar zoals bepaald in het tweede lid, dan brengt de instelling van sociale zekerheid belast met de uitbetaling van de prestaties de verzoeker hiervan op de hoogte, met vermelding van de redenen van de vertraging, zulks onverminderd het recht van de verzoeker om zijn zaak voor het bevoegde rechtscollege te brengen.

Zolang de betaling niet is gedaan, wordt de verzoeker om de vier maanden van de redenen van de vertraging in kennis gesteld.

De Koning kan de termijn van vier maanden bepaalde in het eerste lid tijdelijk verlengen tot ten hoogste acht maanden. »

Art. 15. In artikel 13 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « artikelen 11 en 12 » vervangen door de woorden « artikelen 10 en 11 »;

2° het artikel wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Onverminderd de eventuele verplichting de sociaal verzekerde in kennis te stellen van een gemotiveerde beslissing in een voor het publiek begrijpelijke taal, kan de Koning bepalen onder welke voorwaarden categorieën van beslissingen die door of met behulp van informaticaprogramma's worden genomen, bij het ontbreken van akte, geacht kunnen worden intern uitdrukkelijk gemotiveerd te zijn. »

Art. 16. A l'article 14, alinéa 1^{er}, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° l'adresse des juridictions compétentes »;

B) dans le 4°, les mots « les dispositions » sont remplacés par les mots « le contenu ».

Art. 17. A l'article 15, alinéa 1^{er}, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 3°, les mots « le texte » sont remplacés par les mots « le contenu »;

2° au 5°, les mots « la possibilité » sont remplacés par les mots « le cas échéant, la possibilité ».

Art. 18. L'article 16 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. — Sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires particulières, la notification d'une décision se fait par lettre ordinaire ou par la remise d'un écrit à l'intéressé.

Le Roi peut déterminer les cas dans lesquels la notification doit se faire par lettre recommandée à la poste, ainsi que les modalités d'application de cette notification. »

Art. 19. A l'article 17 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'il est constaté que la décision est entachée d'une erreur de droit ou matérielle, l'institution de sécurité sociale prend d'initiative une nouvelle décision produisant ses effets à la date à laquelle la décision rectifiée aurait dû prendre effet, et ce sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière de prescription. »;

2° l'article est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« L'alinéa précédent n'est pas d'application si l'assuré social sait ou devait savoir, dans le sens de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations, qu'il n'a pas ou plus droit à l'intégralité d'une prestation. »

Art. 20. L'article 18 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. — Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière de prescription, l'institution de sécurité sociale peut rapporter sa décision et en prendre une nouvelle dans le délai d'introduction d'un recours devant la juridiction compétente ou, si un recours a été introduit, jusqu'à la clôture des débats lorsque :

1° à la date de prise en cours de la prestation, le droit a été modifié par une disposition légale ou réglementaire;

2° un fait nouveau ou des éléments de preuve nouveaux ayant une incidence sur les droits du demandeur sont invoqués en cours d'instance;

3° il est constaté que la décision administrative est entachée d'irrégularité ou d'erreur matérielle. ».

Art. 21. Un article 18*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 18*bis*. — Le Roi détermine les régimes de sécurité sociale ou les subdivisions de ceux-ci pour lesquels une décision relative aux mêmes droits, prise à la suite d'un examen de la légalité des prestations payées, n'est pas considérée comme une nouvelle décision pour l'application des articles 17 et 18. ».

Art. 22. A l'article 19 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « juridiction contentieuse » sont remplacés par le mot « juridiction »;

b) dans le texte néerlandais, le mot « bestuursrechtelijke » est remplacé par le mot « réglementaire »;

2° à l'alinéa 2, les mots « Sans préjudice des dispositions légales existantes » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires particulières »;

Art. 16. In artikel 14, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° het adres van de bevoegde rechtscolleges »;

B) in het 4° worden de woorden « de bepalingen » vervangen door de woorden « de inhoud »

Art. 17. In artikel 15, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 3° worden de woorden « de tekst » vervangen door de woorden « de inhoud »;

2° in het 5° worden de woorden « de mogelijkheid » vervangen door de woorden « in voorkomend geval, de mogelijkheid ».

Art. 18. Artikel 16 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. — Onverminderd specifieke wettelijke of reglementaire bepalingen geschiedt de kennisgeving van een beslissing bij gewone brief of bij de overhandiging van een geschrift aan de belanghebbende.

De Koning kan de gevallen bepalen waarin de kennisgeving bij een ter post aangetekende brief moet geschieden, evenals de toepassingsmodaliteiten van deze kennisgeving. »

Art. 19. In artikel 17 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer vastgesteld wordt dat de beslissing aangetast is door een juridische of materiële vergissing, neemt de instelling van sociale zekerheid op eigen initiatief een nieuwe beslissing die uitwerking heeft op de datum waarop de verbeterde beslissing had moeten ingaan, onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake verjaring. »;

2° het artikel wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Het vorige lid is niet van toepassing indien de sociaal verzekerde weet of moest weten, in de zin van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen, dat hij geen recht heeft of meer heeft op het gehele bedrag van een prestatie. »

Art. 20. Artikel 18 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. — Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake verjaring, kan de instelling van sociale zekerheid haar beslissing intrekken en een nieuwe beslissing nemen binnen de termijn voor het instellen van een voorziening bij het bevoegde rechtscollege of, indien de voorziening reeds is ingesteld, tot aan de sluiting van de debatten, wanneer :

1° op de datum waarop de prestatie is ingegaan, het recht door een wettelijke of reglementaire bepaling is gewijzigd;

2° een nieuw feit of nieuw bewijsmateriaal dat een terugslag heeft op de rechten van de verzoeker, tijdens het geding wordt ingeroepen;

3° vastgesteld wordt dat de administratieve beslissing aangetast is door een onregelmatigheid of een materiële vergissing. ».

Art. 21. Een artikel 18*bis* wordt in dezelfde wet ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 18*bis*. — De Koning bepaalt voor welke regelingen van sociale zekerheid of gedeelten daarvan, een beslissing over dezelfde rechten genomen ingevolge een onderzoek op de wettelijkheid van de uitbetaalde prestaties, niet als een nieuwe beslissing wordt beschouwd voor de toepassing van de artikelen 17 en 18. ».

Art. 22. In artikel 19 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid :

a) wordt het woord « geschillengerecht » vervangen door het woord « rechtscollege »;

b) wordt het woord « bestuursrechtelijke » vervangen door het woord « réglementaire »;

2° in het tweede lid werden de woorden « onverminderd de bestaande wettelijke bepalingen » vervangen door de woorden « onverminderd specifieke wettelijke of reglementaire bepalingen »;

3° l'article est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis du Conseil national du travail, déterminer que cet article n'est pas d'application aux branches de la sécurité sociale qui connaissent une procédure de révision spécifique. ».

Art. 23. A l'article 20 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) dans l'alinéa 1er :

1° les mots « des dispositions légales ou réglementaires plus favorables et » sont insérés entre les mots « Sans préjudice » et « des dispositions de la loi du 25 juillet 1994 »;

2° dans le texte français, les mots « bénéficiaires sociaux » sont remplacés par les mots « bénéficiaires assurés sociaux »;

3° les mots « l'institution » sont remplacés par les mots « une institution »;

B) l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Si le Roi, en application de l'article 11*bis*, reconnaît une procédure spécifique, Il détermine les conditions dans lesquelles les intérêts sont octroyés, le débiteur de ces intérêts et le moment de prise de cours de l'intérêt. »;

C) l'article est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Les intérêts dus de plein droit, visés à l'alinéa 1^{er}, ne sont pas dus sur la différence entre, d'une part, le montant des avances versées parce que l'organisme ne dispose pas des informations nécessaires pour prendre une décision définitive et, d'autre part, le montant qui découle de la décision définitive, si ces avances s'élèvent à nonante pour cent ou davantage du montant dû sur la base de la décision définitive. ».

Art. 24. Dans le texte néerlandais de l'article 21 de la même loi, le mot « rente » est remplacé par le mot « interest ».

Art. 25. Un article 21*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 21*bis*. — Le Roi peut, pour l'application des articles 20 et 21, déterminer les modalités relatives au calcul de l'intérêt. Il peut également fixer le taux d'intérêt sans que celui-ci puisse être inférieur au taux normal des avances en compte courant hors plafond fixé par la Banque Nationale.

Par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis du Conseil national du travail, le Roi peut, pour l'application de l'article 21, assimiler à la fraude, au dol ou à des manœuvres frauduleuses, l'omission par le débiteur de faire une déclaration prescrite par une disposition qui avait été communiquée à l'assuré social. La déclaration peut être prescrite par une disposition légale ou réglementaire ou découler d'un engagement antérieur. ».

Art. 26. A l'article 22 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « Sans préjudice des règles propres » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires propres »;

2° dans le texte français du § 3, le mot « vol » est remplacé par le mot « dol »;

3° dans le texte français du § 4, le mot « versées » est remplacé par le mot « payées »;

4° l'article est complété par un § 5 :

« § 5. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis du Conseil national du travail, déterminer que les §§ 1^{er} à 4 ne sont pas d'application à certaines branches de la sécurité sociale. ».

Art. 27. L'article 23 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23.— Sans préjudice des délais plus favorables résultant des législations spécifiques, les recours contre les décisions prises par les institutions de sécurité sociale compétentes en matière d'octroi, de paiement ou de récupération de prestations, doivent, à peine de déchéance, être introduits dans les trois mois de leur notification ou de la prise de connaissance de la décision par l'assuré social en cas d'absence de notification.

3° het artikel wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Nationale Arbeidsraad, bepalen dat dit artikel niet van toepassing is op de regelingen van sociale zekerheid die een specifieke herzieningsprocedure kennen. ».

Art. 23. In artikel 20 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het eerste lid :

1° tussen de woorden « Onverminderd » en « de bepalingen van de wet van 25 juli 1994 » worden de woorden « gunstiger wettelijke of reglementaire bepalingen en » ingevoegd;

2° in de Franse tekst werden de woorden « bénéficiaires sociaux » vervangen door de woorden « bénéficiaires assurés sociaux »;

3° de woorden « de instelling » werden vervangen door de woorden « een instelling »;

B) het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Indien de Koning, in toepassing van artikel 11*bis* een bijzondere procedure erkent, bepaalt Hij de voorwaarden waaronder de interesten worden toegekend, de schuldenaar van de interesten en het tijdstip waarop de interest ingaat. »;

C) het artikel wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« De interesten van rechtswege bedoeld in het eerste lid, zijn niet verschuldigd op het verschil tussen enerzijds het bedrag van de voorschotten betaald omdat de instelling niet over de noodzakelijke informatie beschikt om een definitieve beslissing te nemen en anderzijds het bedrag dat voortvloeit uit de definitieve beslissing, indien deze voorschotten negentig procent of meer bedragen van het bedrag dat verschuldigd is op basis van de definitieve beslissing. ».

Art. 24. In de Nederlandse tekst van artikel 21 van dezelfde wet wordt het woord « rente » vervangen door het woord « interest ».

Art. 25. Een artikel 21*bis* wordt in dezelfde wet ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 21*bis*. — De Koning kan, voor de toepassing van de artikelen 20 en 21, de modaliteiten inzake de berekening van de interest bepalen. Hij kan tevens het interesttarief bepalen zonder dat deze lager mag zijn dan het gewoon tarief der voorschotten boven plafond vastgesteld door de Nationale Bank.

De Koning kan, voor de toepassing van artikel 21, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Nationale Arbeidsraad, het niet afleggen door de schuldenaar van een verklaring die is voorgeschreven door een bepaling die aan de sociaal verzekerde werd medegedeeld, gelijkstellen met arglist, bedrog of bedrieglijke handelingen. Deze verklaring kan door een wets- of reglementaire bepaling voorgeschreven worden of voortvloeien uit een vroeger aangegane verbintenis. ».

Art. 26. In artikel 22 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « onverminderd de regels » vervangen door de woorden « onverminderd de wettelijke of reglementaire bepalingen »;

2° in de Franse tekst van § 3 wordt het woord « vol » vervangen door het woord « dol »;

3° in de Franse tekst van § 4 wordt het woord « versées » vervangen door het woord « payées »;

4° het artikel wordt aangevuld met een § 5 :

« § 5. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Nationale Arbeidsraad, bepalen dat de §§ 1 tot 4 van dit artikel niet van toepassing zijn op bepaalde regelingen van sociale zekerheid. ».

Art. 27. Artikel 23 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 23.— Onverminderd gunstiger termijnen voortvloeiend uit specifieke wetgevingen moet tegen de beslissingen van de instellingen van sociale zekerheid die bevoegd zijn voor de toekenning, betaling of de terugvordering van prestaties, op straffe van verval, beroep worden ingesteld binnen drie maanden na de kennisgeving van die beslissingen of na de kennisneming van de beslissing door de sociaal verzekerde indien geen kennisgeving plaatshad.

Sans préjudice des délais plus favorables résultant des législations spécifiques, tout recours en reconnaissance d'un droit à l'encontre d'une institution de sécurité sociale doit également, à peine de déchéance, être introduit dans un délai de trois mois à dater de la constatation de la carence de l'institution. ».

Art. 28. L'article 2, alinéa 1^{er}, 1°, b), de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la Sécurité sociale est remplacé par la disposition suivante :

« b) l'ensemble des branches visées sous le a), dont l'application est étendue aux personnes occupées dans le secteur public, et les branches du secteur public qui remplissent une fonction équivalente aux branches visées sous le a); ».

Art. 29. La présente loi produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Toutefois, les dispositions de l'article 2, A), ne produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1997 que pour les branches des soins de santé et des pensions du secteur public visées à l'article 38 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires. Pour les autres régimes, ils entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1997.

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
à l'Intégration sociale et à l'Environnement,
J. PEETERS

Scellé du sceau d'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Onverminderd gunstiger termijnen voortvloeiend uit specifieke wetgevingen moet elk beroep tot erkenning van een recht tegen een instelling van sociale zekerheid ook worden ingesteld op straffe van verval, binnen drie maand na de vaststelling van het in gebreke blijven van de instelling. ».

Art. 28. Artikel 2, eerste lid, 1°, b), van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« b) alle regelingen bedoeld onder a), waarvan de toepassing is uitgebreid tot de personen tewerkgesteld in de openbare sector, en de regelingen van de openbare sector die een gelijkwaardige functie vervullen als de regelingen bedoeld onder a); ».

Art. 29. Deze wet heeft uitwerking op 1 januari 1997.

De bepalingen van het artikel 2, A), hebben echter uitwerking op 1 januari 1997 enkel voor de regelingen van de gezondheidszorg en de pensioenen van de openbare sector bedoeld in artikel 38 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen. Voor de andere regelingen treden ze in werking op 1 januari 1999.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 juni 1997.

Van Koningswege :

De vice-eerste Minister
en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,
P. MAYSTADT

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

De Staatssecretaris voor Veiligheid,
Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,
J. PEETERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 97 — 1987 (97 — 1838)

[97/9747]

28 MAI 1997. — Arrêté ministériel en exécution de l'arrêté royal fixant les conditions d'octroi, le tarif et les modalités de paiement de l'indemnité allouée aux avocats en exécution des articles 455 et 455bis du Code judiciaire. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 2 septembre 1997 :

à la page 22389, il y a lieu de lire dans le texte français de l'intitulé de l'annexe au même arrêté ministériel « allouée » au lieu de « alloué »;

à la page 22391, il y a lieu de lire dans le texte néerlandais du point 4.1.2.1. de la même annexe « puntenschaal » au lieu de « punten-schaal ».

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 97 — 1987 (97 — 1838)

[97/9747]

28 MEI 1997. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning, het tarief en de wijze van uitbetaling van de vergoeding verleend aan de advocaten ter uitvoering van de artikelen 455 en 455bis van het Gerechtelijk Wetboek. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 2 september 1997 :

op bladzijde 22389 moet in de Franse tekst van het opschrift van de bijlage bij hetzelfde ministerieel besluit « allouée » in de plaats van « alloué » worden gelezen;

op bladzijde 22391 moet in de Nederlandse tekst van punt 4.1.2.1. van dezelfde bijlage « puntenschaal » in de plaats van « punten-schaal » worden gelezen.